

| |
|---|
| <u>Titre de l'activité</u> : Le commerce équitable à travers le chocolat. |
| <u>Noms et section des auteurs</u> : Vita Cuvello (2Math), Gihan Mounad (2Sc), Sara Charlier (2FMo), Cécile Bagrowski (2AN), Yannick Nivard (2FFLE), William Warnier (2FMo) |
| <u>Sujet de l'activité</u> : Les rapports Nord/Sud. |
| <u>Public</u> : Les élèves du secondaire inférieur (troisième année). |
| <u>Objectifs généraux</u> : Susciter chez les élèves une réflexion critique sur les rapports Nord/Sud. |
| <u>Objectifs spécifiques</u> : préciser quels aspects dans les relations Nord/Sud sont envisagés |
| <u>Bibliographie</u> : http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/ressources_humaines/conditions_de_travail/cote_ivoire_defi_cacao.jsp http://www.transfair.lu/Produits/cacao http://voila-le-travail.fr/2009/06/30/lindustrie-du-chocolat-interpellee-sur-les-conditions-de-travail/ http://csc-alimentation-service.csc-en-ligne.be/Actualite/Industrie_alimentaire_journee_etude_cacao/secteurcacao.asp http://pagesperso-orange.fr/jacqver/texte/enfantsesclaves.htm http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=50&idnews=2543&f= http://www.fraternet.com/magazine/inf17_04.htm www.ekwo.orge/chocolat.php3 www.chocolat-delice.com/fabrication_chocolat.html http://mdm.officity.com/files/media/mouvement/enfants/cahierinstit.pdf www.yaqua.org www.fimarc.be www.wikipedia.org www.commerceequitable.org www.fao.org |
| <u>Supports pédagogiques</u> : Vidéo « Pareil, pas pareil » : http://lyon.epicerie-equitable.com/index.php?2009/11/04/99-chocolat-quitale-pareil-pas-pareil ou http://www.youtube.com/watch?v=LeKinDmNc0M&feature=player_embedded |
| <u>Durée de l'activité</u> : 1 heure. |
| <u>Outils pédagogiques</u> : Vidéo « Pareil, pas pareil » : http://lyon.epicerie-equitable.com/index.php?2009/11/04/99-chocolat-quitale-pareil-pas-pareil ou http://www.youtube.com/watch?v=LeKinDmNc0M&feature=player_embedded |
| <u>Analyse réflexive de l'activité</u> : <p>L'activité dans son ensemble s'est bien déroulée. Le temps réservé pour chaque partie de l'exposé a été bien respecté et nous avons pu, de cette manière, faire tout ce qu'on avait prévu.</p> <p>Au niveau personnel, même si je connaissais bien le thème, j'étais assez stressé au début de l'activité. Mais par la suite, j'ai été plus à l'aise. On a bien géré les groupes qui nous ont été confiés. À tour de rôle et spontanément, nous prenions la parole pour donner des informations ou</p> |

relancer le débat. Notre coopération s'est bien déroulée et tout le monde y a mis du sien. Le seul problème fut que c'était compliqué de pouvoir se rencontrer, vu l'horaire chargé (et différent, surtout) des différentes sections. Le point positif est que ça nous ouvre aux autres sections avec lesquelles nous n'avons aucun contact (notamment les maths). On a pu profiter des méthodes de travail et de l'expérience des autres membres du groupe.

Concernant les groupes que l'on nous avait confiés, on a remarqué une nette différence entre le premier groupe et le second. Le premier groupe était beaucoup moins motivé que le deuxième. L'activité a eu du mal à démarrer, notamment parce qu'elles ne connaissaient pas énormément de choses sur le commerce équitable et parce que pas mal d'entre elles ne s'intéressaient pas du tout à ce problème. Mais la suite, c'est mieux déroulée. Elles ont surtout apprécié le fait que les activités soient assez variées (vidéo, débat, affiche, dégustation, ...). Le second groupe était beaucoup plus actif car il connaissait plus de chose sur le sujet donc la leçon était plus vivante. En effet, l'heure précédente, il avait aussi eu un atelier sur le commerce équitable.

Au final, j'ai vraiment apprécié cette activité ainsi que les trois organisé dans le cadre du cours d'ouverture sur l'extérieur. Ca m'a été profitable car j'ai appris beaucoup de choses dans bien des domaines.

Yannick

Le déroulement de notre activité s'est plutôt bien passé :

- par une mise en situation, les élèves ont pu se rendre compte que les petits producteurs des pays pauvres, sont vraiment dépendants du fonctionnement des multinationales.
- Par eux-mêmes, les élèves ont pu déduire quels étaient les impacts

Gihan

Pour moi il n'y a rien à changer! Dommage que le premier groupe n'était pas un peu plus actif. Je pense que notre activité a permis au participant de bien percevoir ce qu'est le commerce équitable. c'est aussi dommage que le deuxième groupe avait eu juste avant une activité sur le commerce équitable...mais malgré tout ça, ça été un plaisir de faire cette activité car ça m'a donné l'occasion de faire de nouvelle rencontre...

Vita

L'activité s'est bien déroulée, bien qu'une des deux classes ait été moins réceptive, les objectifs que nous nous étions fixés ont, je pense, été rempli.

Pour reparler de cette première classe, est-ce un manque d'intérêt de la part des élèves ? Un manque d'aisance de notre part à présenter pour la première fois ce travail ? Certainement un peu des deux.

Quoi qu'il en soit, je l'ai déjà lors du retour par classe, j'ai aimé cette journée, tant au niveau du film que de l'après-midi d'animation, mais surtout pour la rencontre et le travail avec d'autres sections de régendat.

Déroulement de l'activité

Le chocolat et les relations Nord/Sud

1. Intro/jeu – 10min

But du jeu

- comprendre la situation des petits producteurs,
- sensibiliser les jeunes au commerce équitable.

Déroulement

Les étudiants représentent les petits producteurs, ils sont répartis en 5 groupes de 5 personnes.

Les animateurs de l'atelier représentent les confiseurs.

Les petits producteurs, par groupe, doivent vendre leurs cabosses de cacao. La concurrence est de la partie et les oblige à vendre leurs marchandises au rabais. Ils n'ont pas d'autres choix pour subvenir aux besoins de leur famille.

Présentation

Ayant fournis le travail nécessaire à la cueillette, la fermentation et le séchage du cacao, les petits producteurs doivent maintenant s'assurer que leur production sera bien achetée par les confiseurs, qui se chargeront des autres étapes de la fabrication du chocolat, et qui cherchent à acheter au prix le plus bas possible.

2. Discussion – 10min

Question clé : Quels autres problèmes peuvent apparaître du fait de la culture du cacao ?

| ENVIRONNEMENT | DÉVELOPPEMENT |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Le déboisement des forêts pluviales en Afrique - L'impact de l'utilisation des engrais et des pesticides chimiques - La perte de biodiversité - L'impact sur l'habitat naturel - La pollution de l'eau et du sol | <ul style="list-style-type: none"> - La dépendance sur la culture d'exportation est un obstacle à la culture vivrière - La dominance de quelques grandes entreprises - L'impact de la mondialisation du commerce cause des fluctuations du marché |
| DROITS DE LA PERSONNE | PAIX |
| <ul style="list-style-type: none"> - Des conditions de travail et des salaires médiocres pour les cultivateurs de cacao - L'utilisation d'enfants esclaves par certains cultivateurs de la Côte d'Ivoire - Le découragement à organiser des syndicats ouvriers - Le manque de pouvoir de négociations des petits agriculteurs | <ul style="list-style-type: none"> - La violence contre les travailleurs qui essaient d'organiser des syndicats - La violence contre les petits cultivateurs dans le but de les expulser de leurs terres |

3. Création d'affiches concernant le commerce équitable – 10min

Les participants sont amenés, par groupe de 5, chaque groupe étant accompagné d'un animateur, à créer une affiche sur laquelle figureront leurs représentations initiales concernant le commerce équitable.

4. Vidéo – 7min

Les participants regardent la vidéo suivante : *Pareil pas pareil*

<http://lyon.epicerie-equitable.com/index.php?2009/11/04/99-chocolat-quitable-pareil-pas-pareil>

ou

http://www.youtube.com/watch?v=LeKinDmNc0M&feature=player_embedded

5. Correction des affiches

Après découverte du document vidéo, les participants, répartis en un seul groupe classe, corrigent l'ensemble des affiches.

6. Conclusion

Tout en dégustant un morceau de pain tartiné de *choco* équitable, les participants amènent leur conclusion sur l'activité.

Le chocolat et les relations Nord/Sud – Un tour d’horizon

La fabrication du chocolat

Le cacao est principalement produit en Amérique latine, en Afrique et aussi en Asie du Sud-Est. Ses fèves sont récoltées sur les arbres à cacao, ou cacaoyer. Puis les cultivateurs les mettent à fermenter et à sécher.

La cueillette

La cueillette du cacao a généralement lieu entre le mois d’octobre et le mois de mars. Elle s’effectue à la main avec beaucoup de précautions. On utilise à cet effet des outils très tranchants avec de longs manches permettant d’atteindre les fruits les plus hauts (les arbustes font de 4 à 8 mètres).

Il est important de choisir le bon moment afin que les fruits soient arrivés à maturité car les graines doivent impérativement se détacher sans difficulté.

La fermentation

Lorsque l’on ouvre la cabosse, on découvre les graines blotties dans la pulpe blanche et humide. Elles changent progressivement de couleur, passant du violet au marron.

Dans les plus brefs délais et avec délicatesse, on enlève les graines de la pulpe, puis on les jette dans un panier.

Grâce à l’action du soleil, les graines transpirent et la fermentation commence. De son côté, la pulpe se transforme en alcool qui à son tour devient de l’acide acétique.

La fermentation empêche les graines de germer. Les graines de couleur jaunâtre passent alors à une teinte chocolat qui devient très appétissante. Peu à peu, les substances amères disparaissent pour faire place à la merveilleuse odeur du chocolat.

C'est lorsque les graines sont fermentées qu'elles ont droit à l'appellation de fèves de cacao.

Pour la fermentation des graines, il existe deux procédés, l'un consiste à placer ces graines sur de larges feuilles de bananiers, tandis que l'autre qui permet de traiter de plus grandes quantités, utilise de grandes caisses en bois.

Le séchage

Si on laissait les fèves en l'état après fermentation, elles ne tarderaient pas à moisir. Il est donc impératif de les sécher très rapidement.

Ce séchage se fait en plein soleil. Les fèves sont étalées sur une épaisseur de 10 centimètres environ et fréquemment remuées. Pour un séchage correct, il faut compter une semaine à peu près.

C'est après ces trois étapes que commence le grand voyage. Embarquées sur d'immenses cargos, les graines vont traverser les océans. Destination finale : les pays d'Europe et les Etats-Unis. Là, elles subissent de nouvelles transformations dans des usines spécialisées : les chocolateries. Les fèves sont cuites, broyées et réduites en pâte. Elles deviennent alors les appétissants chocolats dont on se régale tant.

C'est au cours de ce long chemin que le prix du cacao augmente. Car tous les intermédiaires qui transportent et transforment le cacao coûtent cher. Alors que les paysans, qui ont pourtant travaillé dur pendant de longues heures, sont souvent sous-payés.

Il faut aussi savoir que depuis le 3 août 2003, une directive européenne autorise l'ajout de matières grasses végétales tropicales (MGV), dans la limite de 5% du produit fini. Nous pouvons ne pas sentir la différence, mais les petits producteurs risquent d'y en voir une, car cette directive risque en effet d'entraîner une chute des exportations du beurre de cacao. Or les petits producteurs sont déjà soumis aux contraintes d'un marché mondial dominé par un petit nombre de très grandes entreprises. Dépendants de la vente de leur récolte et ne bénéficiant pas de l'information sur l'évolution du marché, ils ne sont pas armés pour négocier avec les multinationales. Leur situation est par conséquent souvent précaire, l'argent qu'ils gagnent ne leur permet pas de faire des économies et ils sont à la merci d'une baisse de cours de cacao, d'une sécheresse,...

Les impacts environnementaux du chocolat

Nos papilles gustatives apprécient le chocolat mais ce dernier provoque des conséquences désastreuses pour l'environnement.

Le cacao, matière première du chocolat, est de plus en plus prisé. Le pouvoir des multinationales est tel que c'est elles qui régulent les prix du cacao sur le marché. Celles-ci plantent des cacaoyers au détriment de la forêt (= déforestation). En 2000, 14 % des forêts tropicales de la Côte d'Ivoire ont été déboisés.

Les multinationales engagent de la main d'œuvre bon marché et les cultivateurs sont obligés d'utiliser des pesticides et des fertilisants pour une bonne récolte. Ces produits chimiques pénètrent dans le sol et empoisonnent l'air et l'eau potable. Au fil du temps, la terre devient inculte.

La main d'œuvre locale, y compris les enfants, travaillent chaque jour sans protection pour survivre, au détriment de leur santé. Ces travailleurs sont exposés à des maladies telles que le cancer ou les empoisonnements.

L'Homme ne voit que le profit mais ignore les conséquences sur la nature. La coopérative équitable est une solution car elle améliore les conditions de travail et elle est également attentive à travailler de façon écologique, c'est-à-dire sans abîmer la nature.

Le commerce équitable

Que faire ? Promouvoir l'agriculture sous couvert forestier (le cacaoyer peut tout à fait cohabiter avec la forêt) : la culture du cacao se fait alors sous l'ombre des arbres.

Les grandes exploitations industrielles utilisent des méthodes plus « intensives » : l'utilisation d'un insecticide apparenté au DDT, le *lindane*, a ainsi l'inconvénient d'exposer les nombreux enfants qui travaillent dans les plantations. (Ils seraient 150 000).

La culture du cacao reste, essentiellement le fait de petites exploitations familiales, ce qui explique que les exploitants locaux de cacao ne reçoivent que de 5 à 7% du prix final de la tablette de chocolat.

Les exportateurs de cacao génèrent ainsi 30 fois moins de revenus que les confiseurs. En revanche le chocolat équitable, permet donc de rémunérer 3 fois plus les cultivateurs et de maintenir une plus grande variété écologique. Ce déséquilibre s'explique donc par l'aspect morcelé de la production face à la concentration de multinationales puissantes qui régulent l'achat des stocks de cacao et son prix mondial.

L'intérêt du chocolat de commerce équitable est donc de contourner cette concentration du négoce du chocolat et de sa vente qui déséquilibrent les termes de l'échange.

En réponse à la situation de ces producteurs, une filière équitable du cacao s'est développée depuis plusieurs années. Le prix du cacao est calculé sur la base du cours mondial, plus une prime et un prix planché.

Le fonctionnement des filières équitables est donc fondé sur une juste rémunération du producteur mais aussi sur la transparence de l'organisation, la participation des producteurs et salariés, la durabilité des relations commerciales et le préfinancement de la production. Certaines démarches sont plus globales que d'autres et allient une vraie collaboration avec le producteur pour une sélection des espèces de meilleure qualité, la culture bio et le respect de l'environnement.

Le commerce équitable du cacao :

Pour l'amélioration des conditions de vie

Le cacao équitable est payé un juste prix

Le commerce équitable garantit aux petits producteurs un prix juste pour leur produit. Le prix du cacao équitable est stable et plus élevé que sur le marché conventionnel où son prix varie sans cesse.

Le cacao vendu sur le réseau équitable n'est pas coté à la bourse et est payé au minimum 1750\$ US/tonne, comparativement à un prix moyen de 620\$ US/tonne, tel que reçu sur le marché conventionnel par les producteurs africains. Pour les petits producteurs, recevoir un prix équitable et stable permet de cultiver le cacao dans de meilleures conditions et contribue aussi à l'amélioration de leur qualité de vie.

Des relations commerciales basées sur l'équité et l'engagement

Afin de s'assurer que les producteurs reçoivent l'essentiel des revenus d'exportation, les Organisations de commerce équitable (OCE) achètent directement le cacao des coopératives. Le commerce équitable est donc une forme d'échanges plus directe. Les OCE s'engagent à long terme auprès des coopératives, de manière à ce que les producteurs puissent prévoir des investissements et améliorer leur sécurité. De plus, les coopératives peuvent avoir accès à un crédit de la part des OCE, qui se traduit souvent par l'achat à l'avance d'une part de la récolte.

Règles sur le travail des enfants

La certification équitable est la seule assurance que le cacao ne provient pas du travail des enfants. Le commerce équitable mise sur l'éducation et n'autorise le travail forcé et le travail des enfants.

Union, démocratie et mise en commun des ressources

Avec la concentration du marché du cacao, les producteurs isolés ont très peu de pouvoir vis-à-vis les multinationales qui achètent leur cacao. Les producteurs qui vendent leur cacao sur le réseau équitable sont organisés de manière démocratique et sont généralement regroupés au sein d'une coopérative. L'objectif du regroupement en coopérative: «Nous nous unissons pour nous rendre plus puissants et pour combiner nos forces». Regroupés, les producteurs ont une plus grande emprise sur leur développement et sur la commercialisation de leur cacao.

Une coopérative qui a acquis son indépendance: El Ceibo

Dans les années 60, le gouvernement bolivien a amorcé le peuplement de la région subtropicale de l'Alto Beni, une zone isolée au sud du Yungas. Les familles s'y installant recevaient des petites terres et devaient joindre une coopérative gérée par le gouvernement. Lorsque la coopérative fit faillite, les paysans se retrouvèrent dépourvus. Des intermédiaires locaux et des

entreprises de transport obtinrent facilement le monopole du commerce de la région, favorisant des échanges inéquitables.

C'est dans une quête d'autodétermination et d'indépendance que quatre coopératives s'unirent en 1977 pour former El Ceibo. Pour briser le monopole imposé, les premiers projets d'El Ceibo visaient directement à améliorer les infrastructures locales de commerce et de transport. Un dépôt, une usine de séchage et une usine de transformation furent construits et pour la première fois dans la région, des producteurs de cacao transformaient eux-mêmes leur produit.

Aujourd'hui, El Ceibo regroupe environ 36 coopératives et produit du cacao, du beurre de cacao et son propre chocolat. En plus du cacao, les paysans cultivent divers produits pour leur propre alimentation et pour le marché local. Le cacao équitable de El Ceibo entre dans la fabrication des barres de chocolat de Commerce équitable Oxfam-Québec et de la coopérative Just Us!

Développement communautaire

Les profits générés par la coopérative sont gérés démocratiquement par les membres et sont réinvestis selon les besoins de la population, soit dans des infrastructures locales, des projets de développement communautaires et des services aux membres. Le développement de services de base, tels l'accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation, contribue à améliorer les conditions de vie de la population et peut par le fait même contribuer à réduire l'exode des jeunes, une dure réalité pour plusieurs régions agricoles.

Les projets communautaires réalisés par Conacado

The National Confederation of Dominican Cocoa Producers (Conacado) a été fondée en 1988 dans le but d'aider les petits producteurs à vendre directement leur cacao et à améliorer leurs conditions de vie. Conacado regroupe 9000 membres de République Dominicaine. Les membres pratiquent l'agriculture biologique sous couvert forestier. Un peu moins de la moitié du cacao produit par la coopérative trouve preneur sur le réseau équitable. Le reste est vendu aux conditions du marché conventionnel, où les prix très bas des dernières années rendent la situation difficile pour les producteurs.

Dans ces conditions, les prix du cacao équitable soutiennent les paysans. Les ventes équitables ont permis à la coopérative de mettre sur pied une pépinière qui fournit aux membres de jeunes plants de cacaoyers et des arbres fruitiers à très faible coût. Ces plants protègent les cacaoyers du soleil et constituent une source complémentaire de nutrition et de revenus. Conacado a aussi mis sur pied des services de santé permettant aux membres d'obtenir des conseils et des médicaments gratuitement. Le cacao équitable de Conacado entre dans la fabrication des barres de chocolat de la coopérative La Siembra et de Commerce équitable Oxfam-Québec.

La transformation: une valeur ajoutée

Lorsque la transformation du cacao équitable a lieu dans les pays producteurs, ceci bénéficie davantage aux producteurs. Lorsque transformé, le cacao est vendu à un prix plus élevé et contribue à rehausser l'activité économique locale. Effectuer la transformation du cacao n'est toutefois pas chose facile étant donné les coûts importants liés aux technologies requises. Dans certains cas, les organisations de commerce équitable appuient les coopératives de manière à ce qu'elles puissent réaliser au moins les premières étapes de la transformation des fèves.

Côté Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, mais va devoir résoudre une série de problèmes pour conserver cette place : travail des enfants, dégradation de l'environnement et de la qualité des fèves, trop faible rémunération des producteurs...

Les producteurs ivoiriens n'ont un revenu moyen que de 1600€ brut maximum par an, et pourtant, chaque année, la Côte d'Ivoire produit 1,2 millions de tonnes de cacao (40% du marché mondial), et cette production représente 10% de son PIB. L'exploitation de la graine de cacao fait vivre sept millions de personnes dans ce pays (vingt millions dans le monde).

Les principaux acheteurs sont les Américains et les Européens (représentant à eux seuls deux tiers de l'exportation mondiale) et l'argent, loin d'aller aux cultivateurs ivoiriens, est détourné (près de 40 milliards d'euro selon un rapport rendu en 2007) pour financer l'effort de guerre. Depuis, 23 personnes ont été arrêtées, mais les acteurs clés ont échappé à l'inculpation.

Bien que certains groupes d'industries, comme Kraft Food (Côte d'Or, Milka,...), fassent des efforts, ils ne garantissent pas forcément un revenu décent aux cultivateurs, puisqu'ils ne définissent pas de prix minimum.

Et du côté bio, la Côte d'Ivoire a de quoi faire peur, avec une seule coopérative ne fournissant que 125 tonnes par an.

Rémunération des producteurs

Les producteurs, soumis à de multiples taxes gouvernementales et informelles, ne touchent que 40% du prix du cacao. 90% de la production mondiale vient de plantation (surtout concentrées en Afrique du Sud) ne dépassant pas 3 à 5 hectares, dont le rendement est en baisse constante. Les causes sont simples :

- vieillissement des vergers
- appauvrissement des sols
- les producteurs ne sont pas formés

Pour augmenter la surface de production, les cultivateurs ivoiriens ont sacrifiés 14 millions d'hectares de forêt. Certains se détournent vers d'autres cultures, comme l'hévéa, assurant de meilleurs revenus.

Pour les pays producteurs de cacao, les exportations représentent deux milliards de dollars par an, contre les 60 milliards amassés par les confiseurs. Un marché très fermé, puisque 80% de celui-ci est contrôlé par seulement six multinationales, pour un chocolat consommé à 90% dans les pays industrialisés. Ces multinationales achètent, la plupart du temps, le cacao à un prix ne couvrant même pas les frais de production.

Il est inquiétant aussi de savoir que le cacao est soumis à la spéculation boursière, et que les prix réels ont chuté de 71% entre 1980 et 2000.

Des producteurs sous-payés, donc, et dont les faibles revenus ne couvrent pas les besoins essentiels, amenant ainsi à une recherche d'une main d'œuvre bon marché, à savoir : les enfants, exposés à des travaux aussi divers que variés (cueillette des cabosses, extraction des graines à la machette, application de pesticide sans équipement de protection).

Esclavage des enfants

Au Ghana et en Côte d'Ivoire, la libéralisation économique a réduit l'aide de l'état que ce soit au niveau de la formation ou de l'acquisition de plants et de pesticides, entraînant ainsi une baisse de production, et les prix pratiqués par les négociants plongent les cultivateurs dans la misère.

L'esclavage d'enfants est ainsi devenu monnaie courante, principalement en Côte d'Ivoire. Des milliers d'enfants maliens sont achetés pour quelques dizaine d'euro et, à parfois à peine âgés de sept ans, ils travaillent plus de douze heures par jour à la récolte de cacao pour les planteurs ivoiriens.

Partout en Côte d'Ivoire, on tombe sur ces enfants déracinés, ramassés dans les villages ou dans les rues et amenés par cars entiers pour se retrouver condamnés au travail forcé dans des campements agricoles. Les plus jeunes ont sept ans, et un quart d'entre eux ont moins de quatorze ans, forcés à un régime inhumain, enfermés la nuit, sous-alimentés et parfois torturés, abusés sexuellement et drogué...

Malgré un accord, signé en 2000 entre les gouvernements malien et ivoirien, rien n'est vraiment réglé. Les autocars continuent d'alimenter les plantations. La plupart des passeurs, pour éviter les contrôles des douanes, contournent la frontière en faisant traverser les enfants de nuit, à pied. Même si il arrive qu'on arrête des trafiquants, la plupart du temps, il ne s'agit que d'exécutants ou d'intermédiaires.

Les enfants arrêtés à la frontière sont souvent partis de chez eux parce que leurs parents ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins : « Ça fait trois fois que j'essaie de partir en Côte d'Ivoire. Chez moi, il n'y a rien à cultiver, j'ai sept frères et sœurs, et mes parents ne peuvent pas nourrir tout le monde : comme je suis l'aîné, ils m'ont demandé de partir. Si je retourne là-bas, ils ne voudront pas de moi. Tout ce que je veux, c'est trouver un travail, et, si possible, ramener de l'argent »¹.

Amadou, 16 ans, témoigne des conditions de vie dans une plantation : « Nous étions une cinquantaine dans le même campement. On dormait à même le sol, enfermés dans des cases dont nous ne pouvions sortir la nuit. On débroussaillait les champs du matin jusqu'à la nuit, parfois même jusqu'à 10 heures du soir, à la lumière de la lune. On nous avait soi-disant promis un salaire, mais il fallait d'abord qu'on rembourse les frais de transport - j'ai bossé là-bas pendant deux ans sans être payé. Ceux qui refusaient de travailler étaient battus: les sbires du planteur les mettaient tout nus devant les autres et les frappaient avec des courroies de ventilateur, ou encore les brûlaient avec des cigarettes. Nous n'avions pratiquement pas à manger: deux bananes plantains à midi, qu'on avalait tout en continuant à biner, et une bouillie de maïs le soir. Certains s'écroulaient d'épuisement. Les malades étaient emmenés et on ne les revoyait jamais».

Pour ne pas faciliter les choses, les enfants maliens qui sont sortis des plantations sont vite remplacés par des enfants béninois, burkinabés ou togolais, pour lesquels on ne peut rien faire puisque leur pays ne reconnaît pas la traite.

Loin de ne concerner que la Côte d'Ivoire, les réseaux du trafic d'enfant s'étendent sur tout le continent africain. Ils alimentent les familles aisés en bonnes à tout faire, les chefs de guerres en petits soldats, les cabarets en jeunes prostituées et les pays occidentaux en bébés à adopter.

Le cacao du commerce équitable

« Les petits producteurs peuvent participer au commerce équitable au travers d'organisations (de type coopératives) qui permettront le développement social, économique et durable de leurs communautés et qui sont gérées démocratiquement par leurs membres.

Ces coopératives doivent respecter des conditions de travail décentes. Les coopératives agréées Fairtrade / TransFair sont régulièrement contrôlées par FLO Cert., un organisme indépendant, membre du réseau international du commerce équitable. Ces contrôles réguliers s'assurent d'une gestion transparente des coopératives et vérifie, notamment, si l'argent supplémentaire du commerce équitable est bien versé aux producteurs et que la prime de développement est bien utilisée au développement de la communauté.

¹ Témoignage anonyme

Quatre standards fondamentaux du commerce équitable sont inhérents au label porté par les produits contenant du cacao Fairtrade:

1. un prix minimum couvrant les frais de production et les besoins essentiels des producteurs
2. une prime de développement permettant des investissements communautaires
3. un achat direct par l'importateur
4. la possibilité de préfinancement des récoltes pour éviter l'endettement des familles productrices »².

Si le chocolat plus responsable séduit de plus en plus les consommateurs, il faut rester prudent sur l'impact réel de ces initiatives. Les tablettes de chocolat équitable ne représentent que 2% des rayons français.

Développement

Problèmes de développement liés à :

L'organisation actuelle du Commerce International des produits alimentaires

Le niveau actuel des subventions publiques pour soutenir les agriculteurs dans les pays riches permet à ces pays d'exporter leurs excédents aux pays pauvres à des prix inférieurs à ceux des produits locaux, ruinant ainsi les petits producteurs. Ce qui amène ces derniers à gonfler les bidonvilles des métropoles ou à s'expatrier. C'est ce qui s'appelle le « dumping ».

L'endettement des pays pauvres

Les Programmes d'Ajustement Structurels imposés par le FMI pour le remboursement de la dette se fait au détriment des dépenses publiques des pays concernés : éducation, santé , infrastructures routières,...D'autre part, ces mêmes PAS imposent le développement des cultures industrielles pour l'exportation aux détriments des cultures vivrières.

Contrôle des sociétés agroalimentaires sur la biotechnologie et le brevetage du vivant (OGM)

Un petit producteur africain ne pourra plus utiliser des semences prélevées sur sa récolte précédente et devra s'endetter pour acquérir au prix d'or ces semences brevetées.

Guerres

Par la désorganisation de l'activité agricole et le commerce local, la population civile est victime des disettes et des famines; de même, ces guerres provoquent des déplacements forcés de populations perdant ainsi le peu qu'elles possèdent.

La corruption

Détournement massif de l'aide publique internationale par des personnes peu scrupuleuses, voire par les dirigeants eux-mêmes.

² <http://www.transfair.lu/Produits/cacao>

L'accès au sol, à l'eau et au crédit

Le développement des cultures d'exportation entraîne une restructuration foncière démentielle qui a pour effet de repousser les petits paysans (souvent sans titre) sur des sols arides peu fertiles.

Les effets de la mondialisation

par **François Houtart**(mars 2007)

Lorsque l'on parle de mondialisation, certains soulignent les aspects positifs, c'est-à-dire l'accroissement des contacts entre les continents et les pays, les progrès remarquables de l'internet et des communications, les échanges de toute sorte et notamment sur le plan culturel. Personne ne met en doute de tels aspects de la mondialisation, mais ils doivent être situés dans un ensemble, qui permet de constater que les bienfaits de la mondialisation sont réservés à une minorité.

En effet, ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation est en fait sur le plan économique, politique et culturel, l'extension mondiale de la logique économique du capitalisme. Le concept s'est établi de manière universelle, avec le développement du projet économique néolibéral, c'est-à-dire à partir de la moitié des années 1970. Il signifie donc la mondialisation du capital, c'est-à-dire des échanges financiers, des biens et des services (mais pas de la main-d'oeuvre).

Pourquoi à partir de la moitié de 1970 ?

Les trente années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, ont été caractérisées par un développement économique considérable. Il y avait trois modèles principaux, qui ont tous contribué à l'accroissement. Le premier fut le modèle occidental (appelé keynésien, du nom de John Maynard Keynes, l'économiste anglais inspirateur du système), qui reposait sur un pacte entre capital, travail et Etat. Cet accord avait été obtenu après la deuxième guerre mondiale, en raison des luttes des travailleurs pour faire reconnaître leurs droits et par crainte du communisme. Il s'agissait d'une concession du capital envers le travail, garanti par l'Etat, qui jouait un rôle de redistributeur de la richesse. Ce modèle a pu se développer, avec des fruits sociaux appréciables, grâce à une augmentation rapide de la productivité, qui permettait au capital d'avoir un taux de rétribution suffisamment élevé. Avec la chute de la productivité dans le domaine industriel et la crise de surproduction classique du capitalisme, le modèle keynésien en entra en crise dès les années 1970.

Le deuxième modèle était le socialisme, tel qu'il s'était développé dans les pays de l'Est européen et également en Chine, dans la péninsule indochinoise et à Cuba. Ce modèle constituait en principe une alternative au capitalisme, même régulé sous sa forme keynésienne. Il entra également en crise, assez rapidement, pour des raisons internes (modèle économique de rattrapage du capitalisme, organisation autoritaire du champ politique) et externes (la guerre froide comme instrument de pression sur les économies socialistes). La chute du mur de Berlin fut le point final en Europe. L'Asie de l'Est et du Sud-Est changea de modèle à partir des années 80, pour adopter une orientation capitaliste de développement économique et Cuba, plus fidèle aux objectifs socialistes, dut ouvrir ses frontières au capital extérieur et établir une double monnaie.

Le troisième modèle, appelé parfois le modèle de Bandung (la conférence qui réunit des peuples décolonisés après la deuxième guerre mondiale) était basé sur le développement national, substituant les importations par une production locale et établissant un pacte entre le travail organisé (qui était minoritaire) et le capital d'une bourgeoisie nationale. Les paysans restaient en rade. C'est le premier modèle qui entra en crise, à cause du coût des transferts technologiques et des connaissances, ce qui fut une des origines de la dette du Tiers Monde.

Le développement du modèle néolibéral

Les trois modèles étant en crise, l'idée de développer l'économie mondiale en fonction d'un projet néolibéral fut mise en application par ce que l'on a appelé le Consensus de Washington. Celui-ci n'était pas une décision formelle, sinon les idées sur lesquelles les grands décideurs économiques (multinationales, FMI, Banque mondiale, Réserve fédérale américaine) étaient d'accord, c'est-à-dire la libéralisation de tous les échanges économiques. Le modèle néolibéral avait déjà été pensé par un économiste autrichien : von Hayeck, dès après la deuxième guerre mondiale et donc la pensée théorique était prête.

Il en résulta une double offensive, contre le travail et contre l'Etat, afin de diminuer leur part respective dans le produit de richesse et d'augmenter la part du capital. Face à la crise d'accumulation, c'est-à-dire de profit, les détenteurs du capital estimaient indispensable de pallier au manque d'augmentation de la productivité par une autre répartition de la richesse.

L'offensive contre le travail se manifesta dans le monde entier, par sa transformation grâce aux nouvelles technologies, une réorganisation interne, une flexibilité, des délocalisations, une diminution progressive de la sécurité sociale, une diminution des pensions et finalement une diminution progressive du salaire réel, aussi bien dans les économies du Nord que dans celles du Sud. Il faut y ajouter de dures réactions contre les organisations ouvrières, qui ont perdu des pans entiers de leurs membres et qui, surtout dans le Sud, se traduit par une véritable criminalisation des leaders sociaux et parfois même par leur élimination physique.

La deuxième offensive, contre l'Etat, s'est manifestée par la vague de privatisations, d'abord des activités économiques des Etats et ensuite des services publics. A cela doit s'ajouter une surexploitation des ressources naturelles, qui provoqua, à partir des années 1970 une augmentation très rapide de la dose de CO² dans l'atmosphère et le réchauffement du climat.

Le nouveau modèle de développement économique, construit sur la libéralisation totale, s'appliquant dans des sociétés inégales, où le pouvoir de décision économique, politique et militaire était concentré dans les pays capitalistes du Nord et progressivement dans quelques pays émergeant, surtout de l'Asie, signifiait un accroissement des différences et donc des écarts entre les riches et les pauvres. Ces différences se sont considérablement agrandies au cours des trente années de politique néolibérale, au point que certains décideurs politiques et économiques ont commencé à s'en inquiéter, notamment la Banque mondiale.

Il faut ajouter que ce modèle permet le développement spectaculaire de 20% de la population, tandis qu'une partie importante de la classe moyenne est vulnérabilisée et que la pauvreté augmente en chiffres absolus. Ainsi, en Amérique latine il y avait 220 millions de pauvres au début des années 2000, soit 30 millions de plus que 10 ans auparavant en 1990. Cela correspond à la logique même du système capitaliste, pour lequel il est plus intéressant d'avoir 20% de la population mondiale capable d'absorber la production de biens sophistiqués, sur lesquels le taux de profit est plus élevé, que de produire pour les 80% autres qui ont peu ou pas de pouvoir d'achat et qui ne contribuent guère à produire de la valeur ajoutée. En effet, le capitalisme contemporain, dominé par le capital financier, recherche des gains à court terme, sans grande préoccupation pour le long terme, notamment les coûts sociaux et les coûts écologique du modèle de développement néolibéral.

Aujourd'hui, le capital, face aux crises du capitalisme industriel, mais aussi financier, s'est défini trois nouvelles frontières. La première est le passage de l'agriculture paysanne à une agriculture productiviste de type capitaliste. En effet, c'est à cette condition que l'agriculture peut contribuer à l'accumulation du capital de manière importante. Tant que les produits agricoles ne deviennent pas des marchandises, il y a peu de possibilités de participation à l'accumulation du capital. La meilleure formule est évidemment l'extension de sociétés multinationales dans ce que l'on a appelé l'agro-business. La deuxième frontière, ce sont les services publics. Tant qu'ils restent du domaine de l'Etat ou des collectivités, ils contribuent de manière faible à l'accumulation du capital. Une fois que des services, tels que l'électricité, l'eau, les transports, les téléphones, mais aussi la santé et l'éducation passent dans le domaine privé, la possibilité de gain devient

beaucoup plus importante. Or, cela concerne des centaines de milliards d'euros. La conséquence est que la privatisation signifie généralement un accès plus difficile ou totalement exclu pour les plus pauvres.

La troisième frontière est constituée par les zones de biodiversité dans le monde, parce que l'industrie du futur se basera plus sur le biologique que sur le chimique. C'est vrai pour des industries telles que la pharmacie ou les cosmétiques, sans parler bien entendu de l'industrie alimentaire, mais encore plus, dans l'avenir, de la production de la bioénergie pour remplacer le pétrole en extinction progressive et particulièrement destructeur de l'environnement. Malheureusement, la formule capitaliste d'agriculture, détruit considérablement les sols, à cause de l'utilisation massive des engrais chimiques et des pesticides et provoque des catastrophes sociales considérables dans les populations paysannes. Tant que la recherche de nouvelles sources d'énergies renouvelables restera dans la logique du capitalisme, elle ne débouchera pas sur de réelles alternatives écologiques et sociales.

Le néolibéralisme n'est pas un accident de l'histoire. Il se situe dans la logique même de l'accumulation du capital. Il dispose des institutions juridiques nécessaires sur le plan mondial, c'est-à-dire la Banque mondiale, le FMI et l'organisation mondiale du commerce. Les deux premiers organismes n'ont rien de démocratique car les décisions sont prises au sein du Conseil d'administration, où sont représentés les pays en fonction du capital dont ils disposent. Par ailleurs, les Etats-Unis possèdent un droit de veto, seul pays du monde jouissant d'un tel avantage. Les décisions sont donc prises en fonction des intérêts de ceux qui disposent du capital, les pays du Nord, qui en règle générale favorisent le système existant. Par ailleurs, l'exploitation des richesses du Sud par le capital du Nord n'a jamais été aussi grande dans l'histoire, elle est plus importante que du temps du colonialisme. Alors que le monde a multiplié par sept sa richesse au cours des 50 dernières années, jamais dans l'histoire il n'y a eu autant de personnes pauvres ou vivant dans l'extrême pauvreté.

Tout cela provoque évidemment des réactions. D'une part, les responsables économiques et politiques du système lui-même se militarisent de plus en plus pour conserver le contrôle, notamment des richesses naturelles et de l'énergie. Par ailleurs, ils sont effrayés de certaines conséquences sociales et mettent en route de grands projets, tels que la lutte contre la pauvreté (la Banque mondiale) ou les objectifs du Millenium proclamé par l'ONU. Ce dernier consiste à vouloir réduire l'extrême pauvreté de moitié en 2015. Outre le fait que l'objectif ne sera probablement pas atteint, n'est-il pas scandaleux d'accepter à l'avance qu'en 2015 il y aura encore 800 millions de personnes vivant dans une grave indigence ? Or, les moyens existent pour résoudre ces problèmes en moins d'une génération.

Par ailleurs, depuis la fin des années 90, une convergence des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales progressistes s'est opérée et cela 25 ans après le Consensus de Washington et 10 ans après la chute du mur de Berlin, signifia le triomphe du néolibéralisme. Ces résistances existaient depuis longtemps dans différents domaines, mais pour la première fois, ce sont joints ensemble des mouvements et des milieux qui n'avaient rien à voir les uns avec les autres précédemment. On a vu à Seattle ou plus tard dans le Forum social mondial se réunir les syndicats ouvriers, les paysans sans terre, les peuples autochtones, les femmes, les écologistes, les mouvements de défense des droits de l'homme, etc. Tous ont progressivement découvert qu'ils avaient le même adversaire, c'est-à-dire le néolibéralisme. Les convergences de résistance se sont manifestées au cours des dernières années de manière de plus en plus massive, notamment dans le cadre des Forums sociaux (Porto Alegre), mais aussi dans celui de réseaux d'acteurs collectifs, comme les paysans dans Via Campesina par exemple.

En Amérique latine, on voit émerger des partis de gauche, fruit en grande partie des mouvements sociaux, qui mettent en route une autre logique économique de solidarité plutôt que de compétition, qui rendent au peuple la souveraineté sur leurs ressources naturelles et qui mettent en route des modèles économiques contredisant les logiques du fonctionnement capitaliste : échanges sans passer par le système bancaire mondial, troc entre viande et pétrole (Argentine - Venezuela), médecins et pétrole (Cuba - Venezuela), etc. Ils construisent aussi un nouveau modèle d'intégration économique. Cela montre que des alternatives sont

possibles.

Conclusion

La mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui a des effets écologiques et sociaux très négatifs. Les changements climatiques en sont une manifestation, mais aussi l'accroissement de la pauvreté et l'accroissement des distances économiques et sociales entre groupes humains. C'est la logique du système capitaliste qui est en jeu et par conséquent c'est cette dernière qu'il faut délégitimer. Il ne suffit plus, comme dans la Doctrine sociale traditionnelle des Eglises chrétiennes de condamner le capitalisme "sauvage", c'est-à-dire dans ses excès et abus, mais bien de remettre en question sa logique fondamentale, pour que la recherche d'alternatives soit l'objectif premier d'un enseignement social. Il est vrai que cela ne se fera pas en un jour, mais si la recherche de l'utopie (c'est-à-dire ce qui n'existe pas aujourd'hui mais peut exister demain) n'est pas au centre des préoccupations des chrétiens, leur message n'aura guère de signification pour les plus pauvres de la planète, alors que l'évangile annonce précisément le contraire.

Petit tour d'horizon

La mondialisation

La mondialisation c'est l'ouverture et le décloisonnement. C'est l'apparition d'un monde sans frontières. Aujourd'hui, avec le phénomène de la mondialisation, les biens, les services, l'argent et l'information traversent au-delà des frontières nationales à un rythme fulgurant.

La mondialisation désigne l'expansion de l'économie de marché dans tous les secteurs de la société, dans les domaines les plus intimes de la vie (aliments, eau, génétique, etc.) et dans les derniers recoins de la planète. C'est le commerce illimité...

Bien que la mondialisation ne soit pas un nouveau phénomène, son développement s'est intensifié avec la venue des nouvelles technologies, particulièrement dans le domaine des télécommunications.



La pauvreté

On parle de pauvreté lorsqu'une personne manque d'argent et de moyens matériels pour répondre à ses besoins. La pauvreté a des conséquences catastrophiques pour les gens qui la vivent car elle entraîne presque inévitablement d'autres problèmes : analphabétisme, malnutrition, maladie, mortalité infantile, faible espérance de vie, difficultés dans l'exercice des droits humains fondamentaux, perte de la dignité humaine, de la confiance et de l'estime de soi.

Ce qui est catastrophique, c'est qu'avec la mondialisation, la pauvreté mondiale ne fait qu'empirer...

Ainsi, en 2001 :

- 826 millions de personnes souffraient de la faim et 30 millions d'entre eux en meurent chaque année
- 854 millions d'adultes étaient analphabètes
- 325 millions d'enfants n'allaient pas à l'école
- 2 milliards de personnes manquaient de médicaments essentiels bon marché
- 2,4 milliards de personnes ne disposaient pas d'un minimum de ressources sanitaires
- 149 millions d'enfants vivant dans les pays en développement souffraient de malnutrition
- 1,1 milliard de personne n'avaient pas accès à l'eau potable

Il est d'ailleurs aberrant de constater qu'alors que la richesse mondiale s'est multipliée par 5, la proportion de personnes pauvres a aussi été multipliée par 5!

Et que...

Les 20% les plus riches de la planète possèdent 86% du revenu mondial tandis que les 20% les plus pauvres ne possèdent que 1% du revenu mondial.

La pauvreté relative

C'est le terme employé pour parler de la pauvreté dans les pays du Nord. Le revenu d'une personne pauvre du Nord est bien plus élevé que celui d'une personne pauvre du Sud. Cependant la personne du Nord vit tout de même dans la pauvreté car le coût de la vie y est beaucoup plus élevé que dans un pays du Sud...

Pauvreté absolue

La pauvreté absolue concerne les personnes qui vivent avec moins d'un dollar américain (1\$ USA) par

jour. 1,3 milliard de personnes vivent dans cette situation sur la planète, ce qui représente 1/5 de la population mondiale.

Toutefois, la pauvreté touche bien d'autres personnes. Par exemple, 3 milliards de personnes se débrouillent quotidiennement avec 2 dollars américains (2 \$ USA), ce qui équivaut à la moitié de la population mondiale.

Répartition de la richesse


Mondialement, la richesse est inégalement répartie. Par exemple, les avoirs du Mexicain le plus riche dépasse les avoirs des 18 millions de Mexicains les plus pauvres. Et au niveau mondial, en 1995, le revenu des 20 % plus riches du monde était 78 fois plus élevé que celui des 20% les plus pauvres du monde.

PNB par habitant

Le PNB c'est la valeur en dollars des biens et services produits durant l'année par un pays, divisée par le nombre de ses habitants. Le PNB représente le revenu moyen des habitants du pays.

Par exemple, le PNB par habitant de la Suisse, en 1997, était de 42 985 dollars, alors que celui de la République démocratique du Congo, pour la même année (1997), était de 106 dollars, soit environ 405 fois moins.

Le néolibéralisme

Le néolibéralisme est la théorie qui dit que l'économie doit dicter les règles de la société. En d'autres mots, le but ultime de la société est de permettre à ses membres de faire de l'argent et ainsi, de s'enrichir financièrement et matériellement. Chez nos gouvernements, cela se traduit actuellement par une tendance à investir les fonds publics (les taxes et impôts payés par les citoyen(ne)s) dans les subventions aux grandes entreprises multinationales par exemple, et à diminuer de façon systématique les dépenses provenant des systèmes publics de santé, des services sociaux à la population, des systèmes de l'éducation, etc. 


Les compagnies multinationales

Les compagnies multinationales ce sont de grandes entreprises qui font des affaires dans plus d'un pays à la fois. Une entreprise qui fabrique des vêtements, par exemple, peut acheter le fil et le tissu au Bangladesh, envoyer ce matériel en Inde et y faire coudre des chemises et des t-shirts, qu'elle rapportera ensuite au Canada et aux Etats-Unis pour les vendre. Voilà ce qu'est une multinationale.

Pourquoi ces entreprises ne concentrent-elles pas leurs activités dans un seul pays ? Parce que c'est économique pour elles. Par exemple, il est plus avantageux d'engager une couturière indienne à 0,90\$ de l'heure qu'une couturière canadienne à 7\$ de l'heure. Imaginez l'économie !

Et il est plus avantageux de vendre leurs produits, par exemple une chemise de marque à 75\$, dans un pays où les gens ont davantage de moyens financiers comme le Canada ou les Etats-Unis ou encore en Europe.


Ces grandes entreprises sont de plus en plus en plus nombreuses sur la planète et contrôlent la très grande majorité des échanges commerciaux mondiaux. On en compte aujourd'hui 60 000. La mondialisation leur a ouvert tout grand la porte afin de leur permettre de faire de plus en plus de transactions commerciales internationales. Mais il est évident que les pratiques des multinationales ne font qu'enrichir les pays les plus riches et les multinationales et appauvrir les pays les plus pauvres

et leur population. 

Les zones franches

Les zones franches sont des parties de territoires (dans les pays du Sud, principalement) où on transforme des produits importés sans droit de douane (car habituellement, les entreprises doivent payer une taxe à la douane d'un pays quand ils y entrent ou en sortent des produits dédiés à la vente). Les entreprises qui y installent des usines (des maquilas) profitent donc d'une foule d'avantages économiques, mais les employé(e)s eux, ont des conditions de travail minables et y vivent un véritable enfer ...


Cependant, les gens acceptent d'y travailler malgré tout car dans ces régions il y a beaucoup de chômage, peu d'emplois et donc, pour les mères de familles par exemple, cette situation est la seule qui leur permette de gagner un peu d'argent pour faire survivre la famille.

Selon un rapport du Bureau International du Travail (BIT), les zones franches sont les plus nombreuses en Amérique du Nord (320) et en Asie (225), mais leur concentration augmente dans les régions en développement telles que les Caraïbes (51), l'Amérique centrale (41), le Moyen-Orient (39) et augmentera probablement dans le monde entier. 

Les maquilas

Ce sont les entreprises installées dans les zones franches, dans des pays où l'économie n'est pas florissante, où il y a un taux de chômage élevé et où les employés vivant dans la pauvreté acceptent de ne gagner qu'un faible salaire en échange d'un rendement et d'une production maximale. 70% des employés de ces usines sont des femmes ayant entre 17 et 21 ans (75 000 ouvrier(ère)s au total).

Témoignage d'une travailleuse salvadorienne de maquilas

" Le gouvernement salvadorien a fixé un salaire minimum de 38,50 colons, c'est à dire de 4,5 dollars américains par jour pour 8 heures de travail. Mais dans les maquilas, les ouvriers sont payés à la tâche. Je mettais des cols aux chemises et aux blouses et je devais en coller 1000 en une journée. Alors seulement, je gagnais le salaire minimum. Bien sûr, durant la première semaine, personne ne réussit à coller les 1000 cols en 8 heures et beaucoup en viennent à travailler jusqu'à 16 heures par jour pour ne gagner que les 4,5 dollars! En plus, certaines étapes de la fabrication des vêtements sont dangereuses et les travailleurs n'ont souvent pas de protection. Le travail se fait dans de grandes halles fortement illuminées avec un plafond bas. Il y fait une chaleur étouffante, mais il n'y a pas de ventilation. En plus, dans les maquilas, il y a la haute et la basse saison. Pendant la haute saison, d'août à février, il faut faire des heures supplémentaires obligatoires. Celle qui refuse de les faire est licenciée ou se voit refuser la paie d'une semaine de travail. Les ouvrières travaillent donc..., mettons 14 heures pour arriver aux quotas fixés. Ensuite, elles ont droit à une heure de pause, puis doivent recommencer à travailler jusqu'à l'arrêt des machines à 2 ou 3 heures du matin, pour gagner 4,5 dollars supplémentaires. " 

La banque mondiale

Créée en 1944, elle avait à l'origine comme mandat de promouvoir le développement et la reconstruction des pays détruits par la seconde guerre mondiale (1939-1945). Pour les aider, la Banque mondiale prêtait de l'argent aux gouvernements des pays affectés, sous forme de prêts à long terme, à des taux d'intérêts fixes.

Aujourd'hui, elle se donne pour mission " d'enrayer la pauvreté " en mondialisant l'économie et en appliquant des Programmes d'ajustement structurel (PAS), qui en réalité, appauvrissent davantage les pays qui sont déjà dans la pauvreté. ☒

Le Fond monétaire international (FMI)

Le Fonds monétaire international est une institution spécialisée du système des Nations Unies créée en 1945 pour favoriser la mise en place d'une économie mondiale solide et aider les pays à sortir de la crise économique causée par la seconde guerre mondiale.

L'institution a pour but de prévenir les crises économiques. Comme son nom l'indique, elle est en même temps un fonds auquel les États membres (les gouvernements) qui ont besoins d'emprunter de l'argent temporairement peuvent faire appel pour remédier à leurs problèmes financiers.

Cependant, les moyens que prend le Fond monétaire international pour prévenir les crises économiques ont pour effet d'enrichir les plus riches et d'appauvrir davantage les plus pauvres, entre autre en augmentant le chômage et du même coup, la pauvreté et la misère. ☒

L'organisation mondiale du commerce (OMC)

Cette organisation a été créée en 1995 et 144 pays en sont membres. Elle a pour objectif d'améliorer le bien-être des populations des pays membres en stimulant et en favorisant le commerce international.

Cependant, il apparaît que le " jeu " du libre-échange et du commerce international, tel qu'il est pratiqué par l'OMC, est à l'avantage des pays riches qui ont une économie développée et que les grands perdants sont les pays pauvres qui voient leur population exploitée, leurs ressources naturelles pillées et leur pauvreté augmenter. ☒

Les programmes d'ajustement structurel

Ces programmes ont été créés et sont appliqués par le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'objectif des PAS est de faire payer les pays surendettés du Sud, ceux qui ont eu recours aux prêts d'argent accordés par le FMI et la Banque mondiale, suite à la seconde guerre mondiale, pour aider à reconstruire leurs pays.

Ce que les programmes d'ajustement structurel proposent aux pays endettés du Sud est de commencer, d'abord, par diminuer les dépenses du gouvernement. Pour cela, les gouvernements des pays plus pauvres sont invités à couper largement dans les services dispensés à la population par le gouvernement et qui impliquent de grandes dépenses, soit l'éducation, la santé et les programmes d'aide alimentaire et les services sociaux en général.

Ensuite, on invite ces gouvernements à accepter une série de mesures économiques censées rendre l'économie de leur pays florissante.... Toutefois, les conséquences de toutes ces actions incluses dans les fameux programmes d'ajustement structurel ont des effets désastreux : chômage massif, répartition inégale des richesses mondiales donc appauvrissement des plus pauvres, diminution des services à la population, dégradation de l'environnement, etc. ☒

Accords de libre-échange

Ce sont des accords, des ententes, signées par les gouvernements et qui fixent des normes de commerce entre ces pays. Ce sont ces accords qui permettent et favorisent les échanges commerciaux internationaux (ces échanges sont rarement au profit des pays les plus pauvres...).

Par exemple, l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain) qui concerne le Canada, les États-Unis et le Mexique, permet entre autres aux entreprises de ces pays de poursuivre devant les tribunaux un gouvernement dont les lois nuiraient à l'enrichissement des entreprises. ☐✖

La dette des pays pauvres

Depuis plusieurs décennies, la dette mine le développement des " pays pauvres " qui ont déjà largement remboursé le capital (l'argent qu'ils avaient emprunté au départ) mais sont tenus de payer le " service " de la dette, c'est à dire les intérêts. Les politiques de la BM (Banque Mondiale) et du FMI (Fond Monétaire International), pour assurer le remboursement du service de la dette, augmentent la fragilité des économies des pays en développement auxquelles elles s'appliquent.

Et le remboursement de ces intérêts coûte très cher aux pays en développement. À titre d'exemple, en 1996, les pays du Sud ont donné à leur créanciers (ceux qui ont prêté l'argent) 187 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu en aide au développement.

Cette fameuse dette extérieure publique des pays en développement a quadruplé ces vingt dernières années pour atteindre aujourd'hui la somme colossale de 2527,5 milliards de dollars... ☐✖

Les femmes

Selon l'UNICEF, le nombre de femmes vivant en milieu rural et en situation de pauvreté absolue (moins de 1\$ USA par jour) a augmenté de 50% au cours des 20 dernières années.

Au Canada, plus de la moitié des mères célibataires vivent dans la pauvreté avec leurs enfants. Dans le monde, 70% des pauvres sont des femmes. Voilà pourquoi on dit souvent que la pauvreté a un visage féminin. Ainsi, les femmes représentent la moitié de la population mondiale et fournissent les 2/3 des heures de travail. Toutefois, elles ne gagnent que le 1/10 du revenu mondial et possèdent moins de 1/100 de la fortune mondiale. ☐✖

L'environnement

Détérioration de l'environnement et pauvreté vont de pair. La détérioration de l'environnement empêche les gens de subvenir à leurs besoins et les enlève dans le cycle de la pauvreté.


Malgré cela, les décisions des gouvernements et des entreprises multinationales sont davantage influencées par les profits potentiels d'un projet, peu importe que le projet soit dommageable ou non pour l'équilibre environnemental.

D'autre part, avec l'entrée en scène de la mondialisation et de son libre-échange, les gouvernements du monde ont de moins en moins de pouvoir sur les entreprises multinationales.

Par exemple, avec les nouveaux accords de libre-échange prévus, une compagnie multinationale peut traîner un gouvernement devant les tribunaux afin d'être dédommagée pour les pertes ou les dépenses encourues suite à l'application d'une loi visant à protéger l'environnement.

Voici un exemple concret de la façon dont la mondialisation nuit à l'environnement et même à la santé. Ethyl Corporation, une compagnie américaine, a récemment poursuivi pour 251 millions de dollars canadiens le gouvernement du Canada, parce que ce dernier avait interdit l'importation (l'achat par le Canada à un pays étranger) de MMT. Le MMT est un additif pour l'essence, dommageable entre autres pour les automobiles, mais aussi pour la santé humaine, car le produit se concentre dans le cerveau et peut causer des maladies graves. Ce produit est d'ailleurs interdit d'utilisation aux États-Unis pour cette raison, mais les États-Unis continuent de le produire afin de le vendre à d'autres pays.

Suite au procès donc, le gouvernement du Canada s'est vu obligé de rembourser 13 millions de dollars américains à Ethyl Corporation et permettre l'importation et la vente de ce produit toxique et dangereux au Canada.

Avec la mondialisation néolibérale donc, l'important c'est de faire des profits et de réduire les dépenses, même si cela se fait au détriment de la protection de la santé de la population et de l'environnement. 

La consommation responsable

Les 6 % de la population les plus riches du monde consomment un tiers de l'énergie et de toutes les ressources naturelles de la planète. Ainsi, un seul Américain consomme autant que cinquante Haïtiens.

Si les pays pauvres se mettaient à gaspiller et à consommer autant que dans les pays riches, la planète mourrait. Les pays pauvres ne peuvent pas produire et consommer comme les pays riches. Ce n'est pas possible ni désirable pour la survie de la planète.

Voilà pourquoi la consommation responsable est une belle solution à la mondialisation. Elle permet à chaque citoyen(ne) de faire sa part pour un monde plus juste et plus équitable, et du même coup contribuer à sauvegarder l'environnement.

Consommer est un geste que nous posons tous les jours. Dans les pays du Nord, les gens ne font pas que consommer, ils surconsomment régulièrement. Dans cet esprit, la consommation responsable nous propose de questionner nos habitudes de consommation.

Avons-nous réellement besoin de tout ce que nous consommons ? Est-il possible de faire des choix de consommation plus respectueux de l'environnement ?